



Le capitalisme de catastrophe : comment gagner de l'argent sur le dos du malheur

Par [Naomi Klein](#)

Mondialisation.ca, 08 septembre 2006

The Guardian 8 septembre 2006

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Économie](#)

La privatisation de l'aide après le cyclone Katrina nous donne un aperçu d'un avenir terrifiant où seuls les riches seront sauvés. (*The Guardian*, 30 août 2006.)

La Croix Rouge vient d'annoncer un nouveau partenariat en réponse aux catastrophes avec la société Wal-Mart. Lorsque le prochain cyclone s'abattra, ce sera une coproduction entre Grande Aide et Grande Distribution. C'est la leçon que le gouvernement étatsunien aurait apparemment apprise après le cyclone Katrina : les situations de catastrophe sont mieux gérées par le business.

« Tout sera entre les mains du privé, tôt ou tard, » a dit au mois d'avril Billy Wagner, chef de la gestion des catastrophes naturelles du sud de la Floride, tandis qu'il suivait la progression de la tempête tropicale Ernesto. « Ils ont le savoir-faire. Ils ont les moyens. » Mais avant qu'un tel consensus ne se développe, il serait peut-être temps d'examiner comment la privatisation des catastrophes a commencé, et où elle mènera inévitablement.

La première étape fut la démission du gouvernement devant sa responsabilité de protéger la population des catastrophes. Sous l'administration Bush, des secteurs entiers du gouvernement, notamment le Département de la Sécurité Intérieure (Department of Homeland Security) ont été transformés en glorieuses agences de travail temporaire où les fonctions essentielles sont sous-traitées à des entreprises privées. La théorie dit que les chefs d'entreprises, allechés par le profit, sont toujours plus efficaces (prière de ne pas exploser de rire).

On a vu le résultat à la Nouvelle Orléans, il y a un an : Washington était désespérément faible et inepte, en partie parce que ses experts en gestion des catastrophes sont partis travailler dans le privé et sa technologie et infrastructure étaient définitivement dépassées. En comparaison, le secteur privé avait l'air plus moderne et compétent.

Mais la lune de miel ne dura pas longtemps. « Où est parti tout l'argent ? » demandent les gens désespérés de Bagdad à la Nouvelle Orléans, de Kaboul au Sri-Lanka. Une bonne partie de cet argent est parti dans le capital des sociétés sous-traitants privées. Généralement au vu et au su de tous, des milliards de dollars de nos impôts ont été investis dans la création d'infrastructures privées : le nouveau siège social ultra-moderne du Groupe Shaw à Baton Rouge, les bataillons entiers d'engins de terrassement de Bechtel, le campus de 2400 hectares de Blackwater USA dans la Caroline du Nord (avec son camp d'entraînement paramilitaire et une piste d'atterrissage de 1800 mètres).

J'appelle ça le Complexe du Capitalisme de Catastrophe. Quoique vous puissiez avoir besoin dans un moment d'urgence, ces sous-traitants pourront vous le fournir : générateurs, citernes, lits de camps, maisons préfabriquées, systèmes de communications, hélicoptères, médicaments, et des hommes armés.

Cet état-dans-l'état a été construit presque exclusivement avec l'argent des contrats publics, dont la formation du personnel (en très grande majorité ce sont d'anciens fonctionnaires, élus et militaires). Et pourtant, ce secteur est totalement privatisé. Les contribuables n'ont aucun droit de regard. Jusqu'à présent, cette réalité n'est pas encore entrée dans les esprits parce que les factures de ces sociétés sont payées par le gouvernement. Le Complexe du Capitalisme de Catastrophe offre ses services gratuitement au public.

Mais voici le problème : le gouvernement des Etats-Unis va être fauché, en partie à cause de ce genre de dépenses débilés. Le dette du pays s'élève à 8 000 milliards de dollars ; le déficit du budget fédéral s'élève au moins à 260 milliards de dollars. Ce qui signifie que tot ou tard le gouvernement ne paiera plus ses sous-traitants. Chez les initiés, on appelle ça la « Bulle de la Sécurité Intérieure »

Lorsque cette bulle éclatera, les entreprises telles que Bechtel, Fluor et Blackwater perdront leur principale source de revenus. Elles auront toujours tout leur matériel high-tech pour répondre aux catastrophes, tandis que le gouvernement aura perdu peu à peu sa propre expertise. Il faudra alors louer leur matériel et leurs structures, et leur prix sera le notre.

Voici un exemple de ce qui pourrait nous attendre dans un avenir pas si lointain : l'hélicoptère décollera d'un toit dans une ville inondée pour 5.000 dollars par tête (7.000 dollars pour une famille entière, animaux domestiques inclus), de l'eau en bouteille et des « repas précuisinés » pour 50 dollars par personne (c'est cher, mais c'est la loi de l'offre et de la demande), et un lit de camp dans un abri avec une douche portable (présentez votre identification biométrique, qui aura elle-même été développée dans le cadre d'une sous-traitance de la Sécurité Intérieure, et nous vous enverrons la facture).

Ce modèle, bien sûr, est celui du système de santé des Etats-Unis, où les riches ont accès aux meilleurs traitements dans le meilleur confort alors que 46 millions des Américains n'ont pas d'assurance maladie. En tant que réponse à une catastrophe, le modèle est déjà en application pour la pandémie du Sida : le secteur privé a réussi à fabriquer des médicaments (grâce aux grosses subventions de l'état), qui sont facturés si chers que la vaste majorité des malades touchés par le virus ne peuvent se payer le traitement.

Si c'est ça la réactivité du privé devant une catastrophe annoncée, que pouvons nous espérer dans le cas de catastrophes soudaines, telles que des cyclones ou des attaques terroristes ? Il faut rappeler que pendant le bombardement récent du Liban par Israël, le gouvernement US avait d'abord tenté de facturer aux citoyens US leur propre évacuation. Et, évidemment, tous ceux au Liban qui n'avaient pas un passport occidental n'avaient aucun espoir d'être évacués.

Il y a un an, les travailleurs et les pauvres de la Nouvelle Orléans se réfugièrent sur les toits pour attendre des secours qui ne sont jamais venus, alors que ceux qui avaient les moyens de payer ont réussi à s'enfuir. Les dirigeants du pays affirment que ce fut le résultat d'une erreur lamentable, une faille dans la communication qui est en train d'être corrigée. Et leur seule réponse est d'accentuer encore plus la « privatisation des solutions ».

A moins d'un changement radical de politique, la Nouvelle Orleans aura été un avant-gout d'un futur sombre, un futur de l'apartheid dans la catastrophe où les riches seront sauvés et tous les autres seront abandonnés à leur sort.

Le livre de Naomi Klein sur le capitalisme de catastrophe sera publié au printemps de 2007.
www.nologo.org

The Guardian www.guardian.co.uk

Traduction « Et combien pour CSP ? ... c'est tout ? » par CSP <http://vdedaj.club.fr>.
Diffusion autorisée et même encouragée.
Merci de mentionner les sources.

La source originale de cet article est The Guardian
Copyright © [Naomi Klein](#), The Guardian, 2006

Articles Par : [Naomi Klein](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca